

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Hautes-Alpes"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 17 212 167 871 euros

Nombre d'aides : 7 358 317

Nombre d'entreprises : 1 971 604

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 840 122 107 euros

Nombre d'aides : 783 489

Nombre d'entreprises : 205 553

## Niveau Départemental : Hautes-Alpes

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 82 634 106 euros

Nombre d'aides : 32 111

Nombre d'entreprises : 8 118



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

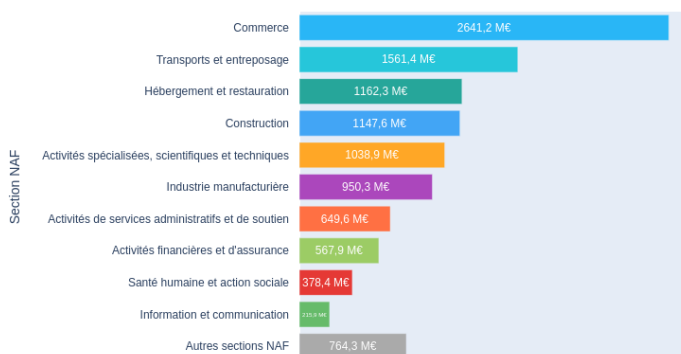


Montant total : 132 523 986 481 euros

Nombre de prêts : 654 882

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

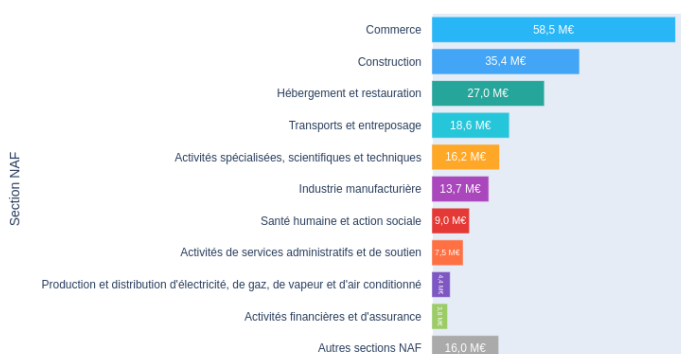


Montant total : 11 077 937 061 euros

Nombre de prêts : 71 873

## Niveau Départemental : Hautes-Alpes

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 210 213 407 euros

Nombre de prêts : 2 072



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 371 649 411 euros

Nombre de reports : 111 661

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 139 794 899 euros

Nombre de reports : 7 144

## Niveau Départemental : Hautes-Alpes

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 2 715 128 euros

Nombre de reports : 243



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 92 777 791 euros

Nombre d'aides : 119 543

## Niveau Départemental : Hautes-Alpes

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 937 701 euros

Nombre d'aides : 4 706



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National

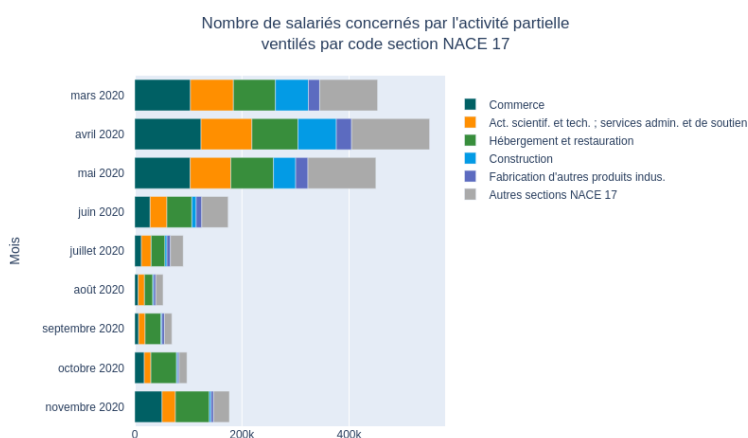


Nombre de demandes : 466 450

Nombre de salariés : 2 264 685

Heures demandées : 181 488 985

## Niveau Régional : Provence-Alpes-Côte d'Azur



Nombre de demandes : 46 325

Nombre de salariés : 203 640

Heures demandées : 17 016 635